Nouvelle Époque

"Une idée devient une force lorsqu'elle s'empare des masses"



LA LIGNE SYNDICALE CLASSISTE

P.18

N° 7 - janvier/février 2023 - 2 €

nouvelleepoque.fr

OUVRIERS, ÉTUDIANTS

TOUS UNIS NOUS VAINCRONS !

POUR UN GRAND MOUVEMENT DE CLASSE ET COMBATIF

RÉFORMES : LA GUERRE ÉCONOMIQUE DE MACRON CONTRE LE PEUPLE



P.10

GILETS JAUNES : LE BILAN 4 ANS APRÈS



P.19

LA JEUNESSE DE FRANCE SE LÈVE CONTRE LE VIEUX RÉVISIONNISME P.16

L'éditorial

Faisons les battre en retraite ! Pour un Front tactique indépendant !

La soumission des politiques à la puissance du capital est totale, elle n'a jamais été aussi criante. Le nouveau quinquennat confirme ce que nous avancions lors des élections présidentielles de 2022 : Macron est bien l'ennemi principal du prolétariat et des classes populaires. Il représente la soumission absolue au capital et est fondamentalement un ennemi du travail. Ils nous disent qu'il faut travailler plus, non pas pour développer la richesse collective et améliorer nos vies, mais pour continuer à engraisser les grands patrons du CAC40. La seconde crise générale de l'impérialisme, qui s'est pleinement révélée avec la crise du COVID-19 et la guerre d'agression contre la nation ukrainienne, ne laisse plus aucune de marge de manœuvre aux gestionnaires de l'Élysée et de Bercy. Il faut restructurer l'économie (c'est à dire le capital) pour qu'elle soit conforme à l'époque de lutte intense entre les puissances impérialistes pour le repartage du monde. Seul l'Etat peut être le pilier de cette restructuration : il a la puissance politique, en substance la force, pour imposer l'agenda des capitalistes au prolétariat, mais aussi aux capitalistes qui risqueraient d'y perdre. Non seulement il faut forcer manu-militari les travailleurs à accepter des boulots dans des secteurs de l'économie où il manque du monde (et pour cela on détruit l'assurance-chômage et on contraint les gens aux RSA), mais il leur faut aussi repousser l'âge de la retraite, pour éviter au capital de payer. Tout est mis en œuvre pour que les responsables de la crise ne la payent pas. L'inflation rentre dans ce dispositif en faisant baisser nos salaires réels.

Le chaos capitaliste détruit notre monde pour continuer à se reproduire. Notre pays, un des plus développés au monde, se retrouve avec des services publics au bord de l'asphyxie, des trains qui arrivent en retard - nous sommes même menacés de coupures de courant ! Alors que la France est la 5e industrie agro-alimentaire, avec une agriculture de premier plan, nous nous retrouvons à payer à la caisse des sommes absurdes pour trois fois rien. Tout cela n'est pas dû à la fatalité de l'Histoire, mais est bien le résultat d'un système économique, social et politique qui place l'intérêt d'une poignée devant l'intérêt de tous. Ne nous trompons pas, l'insipide Macron n'est qu'une marionnette au service de la puissance du capital : seule la pompe républicaine, toute impériale qu'elle est, nous le fait passer pour maître en la demeure. Demain la marionnette aura un autre visage, un autre parti, mais ceux qui tiennent les fils seront les mêmes : grands patrons monopolistes, banquiers, boursicoteurs. Il n'en demeure pas moins que « notre » président est devenu le catalyseur de toutes les haines et frustrations qui animent légitimement les gens de la rue, et c'est bien compréhensible tant il représente tout ce qu'on déteste.

Aujourd'hui, la réforme des retraites c'est la goutte d'eau



qui fait déborder le vase. Au sommet de l'État nos bergers ne sont plus aussi sereins. Leur peur, c'est que le mouvement devienne incontrôlable, qu'il dépasse le cadre imposé, qu'il y ait débordement des "partenaires sociaux" (les directions syndicales). Leur peur, c'est une sorte de mouvement des Gilets Jaunes, mais avec la puissance de la grève, celle qui bloque l'économie et ses flux, nécessaire pour la reproduction du capital. C'est donc ce que nous devons faire. Aujourd'hui la France ressemble de plus en plus à ce qu'avait constaté Tocqueville avant la Grande Révolution Française : entre le pouvoir central et les particuliers, "*il n'existe plus rien qu'un espace immense et vide*". Les fameux "corps intermédiaires" qui assuraient la soumission du haut sur le bas sont en décomposition : il n'y a plus aucun vrai parti politique (c'est-à-dire avec des militants), il n'y a plus de vrais élus du peuple, juste des gestionnaires administratifs. Tout cela, en haut, ils en sont conscients. Bien plus que nous, et c'est pour cela que les premières institutions à avoir reçu les vœux du président à la Nation ont été les Officiers et les Armées. C'est aussi pour cela que les flics pourront partir à 54 ans à la retraite, ce qui les détachera encore un peu plus de la Nation, ce qui n'est pas plus mal. Il faut bien récompenser leur rôle de bouclier des riches et de leur État. Il est donc clair que le "*dialogue social*" se fera à coup de matraques dans les dents, de gaz lacrymo, de grenades de désencerclement, de peines de prison, d'insultes et de tabassages dans les commissariats - et puis si cela ne suffit pas, on fera donner la Troupe.

La V^e^ République mise en place par l'ultra-réactionnaire De Gaulle devait, selon ses propres dires, fermer la parenthèse "malheureuse" de 1789, c'est-à-dire réinstaurer un règne de stabilité. La monarchie républicaine qu'il a créé fut acceptable un temps, durant la croissance économique, mais tout comme la monarchie féodale, elle est devenue un fardeau pour les masses en temps de crise. Elle est aussi devenue pour les politiques « *le problème qui accentue les problèmes* », car toute chose se transforme en son contraire. Les gouvernants sont dans une sacrée contradiction, ils savent que le fonctionnement même du Régime, avec un président omnes potentes, aggrave la situation ; mais en même temps, cela permet la réactionnarisation, qui impose un pouvoir exécutif au-dessus de tout. L'historien Michel Winock constatait à juste titre que "*l'histoire intérieure de la France est l'histoire d'une guerre civile, tantôt vive et sanglante, tantôt larvée*". En 1789, le peuple a conquis le règne de la liberté politique, mais celui de l'égalité économique nous fut refusé par les coups d'État contre-révolutionnaires successifs. Depuis ce moment, toute l'histoire de France, pour le prolétariat et les masses populaires, n'est que la recherche de cette égalité économique. Pour les classes dominantes, il faut conjurer le sort, et pour cela elles sont prêtes à tout, y compris "vendre la Patrie" comme en 1871 pour écraser la Commune de Paris, ou pendant l'ignoble Collaboration avec les occupants nazis.

C'est cela « *la passion égalitariste française* » tant décriée par les bourgeois, qui savent qu'elle ne peut être qu'à leurs dépens. Bien entendu, une guerre civile, ce n'est jamais 1 % contre 99 %, car une partie des Français est profondément réactionnaire pour des raisons idéologiques ou économiques ; mais les ratios nous importent peu : seules comptent la mobilisation, la politisation et l'organisation du prolétariat, et de la classe ouvrière en son cœur.

Nous avançons sans nul doute vers une crise de Régime où s'ouvriront les possibilités de changement. Lénine nous a clairement exprimé : "*pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploiteurs ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque «ceux d'en bas» ne veulent plus et que «ceux d'en haut» ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher.*"

L'époque qui s'ouvre va nous offrir cette opportunité, c'est pour cela que les forces subjectives de la Révolution, celles et ceux qui aspirent au changement, doivent se rassembler et organiser un front tactique dépassant les idéologies et les programmes, autour de mots d'ordre simples. Un Front tactique large pourra diffuser un mot d'ordre révolutionnaire et participer à politiser le plus grand nombre lors de cette séquence d'intenses mobilisations. Un Front indépendant de tous les rouages de l'État, pour que cesse enfin le mirage du Parlement. La Politique, c'est la lutte en dehors de l'État, pas en son sein ; c'est la lutte en dehors du cadre imposé par la bourgeoisie, c'est faire nôtre le mot d'ordre « *On a raison de se révolter !* » ■

Le Comité de Rédaction de Nouvelle Epoque, janvier 2023

SOMMAIRE

Lutte des classes

Appel pour un Grand Mouvement Combatif et Classiste (p. 4)

En Lutte ! (p. 6)

CPES : Les militants anti-opportunistes s'investissent au coeur des quartiers populaires (p. 8)

Réfomes des retraites et de l'assurance chômage : la guerre économique de Macron contre le Peuple (p. 10)

Brèves de presse (p. 12)

Crit'Air : *vous n'êtes pas contre l'écologie, n'est-ce pas ?* (p. 13)

L'impérialisme et ses guerres

L'impérialisme s'en va-t-en guerre (p. 14)

Vers la Révolution

La Jeunesse de France se lève contre le vieux révisionnisme (p. 16)

La ligne syndicale classiste (p. 18)

Gilets Jaunes : le bilan 4 ans après (p. 19)

International

Une nouvelle attaque contre les droits de Pablo Hasél (p. 21)

Hommage à José Maria Sison (p. 22)

Sur la situation au Pérou (p. 23)

Brésil : la contre-révolution en marche (p. 24)

Appel pour un Grand Mouvement Combatif et Classiste

Cette réforme des retraites c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Au sommet de l'État, nos bureaucrates ne sont plus aussi sereins : leur peur c'est que le mouvement devienne incontrôlable, qu'il dépasse le cadre imposé et qu'il y ait une unité de lutte qui regroupe largement au-delà des «partenaires sociaux» (les directions syndicales). Depuis des décennies, les capitalistes font tout pour fragmenter, diviser, séparer les travailleurs, isoler chaque branche et chaque secteur, ils ont fait de cette situation une norme. La question n'est pas de savoir s'il faut lutter contre la réforme des retraites, mais comment, car la lutte a déjà commencé !

Les syndicats, les organisations révolutionnaires, les collectifs de quartier, les Gilets Jaunes, le prolétariat et avec lui l'immense majorité de la population sont unis contre la réforme des retraites, cette unité doit maintenant s'organiser à travers des Comités de Lutte. Nous devons abattre ce cloisonnement artificiel qui sépare les ouvriers des étudiants, qui isole les classes populaires pourtant hautement conscientes des enjeux.

Ce que nous devons faire c'est briser cette normalité, briser ce cadre imposé, et former un Front tactique unitaire. Dans ces moments intenses les consciences s'aiguisent, tout le monde cherche à comprendre, c'est donc un excellent moment pour politiser. Les forces révolutionnaires sont éclatées, et au final c'est l'opportunisme qui domine, et le gouvernement peut faire ce qu'il veut. Formons des Comités de Lutte dans chaque ville, tous unis sous la même bannière !

Les étudiants ont le temps et la possibilité de jouer un rôle en étant sur tous les fronts pour soutenir les luttes, nous devons déborder des universités, les occuper et les bloquer si nécessaire pour en faire des points d'appui pour soutenir les grèves, en y organisant des AG, des réunions, des conférences, des ateliers d'agitation et de propagande. Les universités sont des lieux d'étude et nous voulons que la connaissance serve le peuple et non la classe dirigeante, c'est pourquoi les étudiants ont le devoir de se lier aux ouvriers en grève dans tous les secteurs. Nos facs sont aussi visées par les politiques anti-peuple, nous ne sommes pas séparés du reste de la société nous y prenons part. Nous sommes nombreux à connaître les difficultés à suivre des études quand on vient des classes populaires. Notre mobilisation compte, et nous n'allons pas nous laisser faire !

Nous proposons comme points d'unité, parce qu'il faut une base d'organisation :

- la réforme des retraites ne peut être envisagée, c'est une question de dignité
- on a raison de se révolter face à l'injustice, soyons combatifs
- il n'y a pas de fatalité à la crise, l'issue est Politique
- la Politique c'est la Révolution sociale

Organisons partout des Comités de Lutte à la hauteur des enjeux de l'époque !

OUVRIERS
ÉTUDIANTS

FACE À LA RÉFORMES DES RETRAITES :



LIGUE DE LA
JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE



Les Jeunes Révolutionnaires de Caen mobilisés durant le mois de janvier pour appeler à se révolter contre la réforme des retraites



A Saint Etienne : des membres de la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire (LJR), de Combat Ouvrier (CO) et du CPES du quartier de Solaure se sont mobilisés sur les stations essences et devant les entrepôts de la ville



A Toulouse, la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire s'organise dans les AG et les mobilisations en cours pour faire entendre une voie classiste et anti-opportuniste

EN LUTTE !



Grenoble : les activistes de la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire se sont joints à la manifestation Gilets Jaunes afin de porter les mots d'ordre révolutionnaire qui ont étés accueillis avec enthousiasme. Pour nos retraites, on a raison de se révolter !



La LJR se mobilise avec vigueur à Paris et dans sa banlieue pour porter la nécessité de s'organiser combattivement, hors du cadre imposé par l'Etat.



Lyon : les membres de la LJR ont diffusé plusieurs centaines de tracts appelant les lycéens à se révolter face à la réforme des retraites, et à bloquer les lycées.

Comités Populaires d'Entraide et de Solidarité :
les militants anti-opportunistes s'investissent au coeur des quartiers populaires



Nous publions ce texte de la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire (LJR).

En 2022, plusieurs CPES se sont formés sur le modèle de la lutte commencée à Lyon par les habitants du 8e arrondissement dès 2021. Face aux frais abusifs que les locataires doivent payer au principal bailleur social de la ville, Grand Lyon Habitat, les activistes de la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire (LJR) ont organisé une campagne pour mobiliser les habitants. Partant de là, le premier CPES s'est développé. Après 2 ans, il est temps de faire un bilan du travail réalisé par les CPES qui existent maintenant aussi à Saint-Etienne, Grenoble, et qui sont en train de s'organiser à Toulouse et dans la région parisienne.

Les révolutionnaires ont pour tâche de partir des problèmes concrets que les gens rencontrent, et d'y répondre par la mobilisation, la politisation et l'organisation des masses. Ce ne sont pas les discours qui changent la réalité, c'est le travail de masse, c'est l'action qui parle. Tous les moyens sont bons pour se lier aux masses, distributions de journaux sur les marchés, porte-à-porte, tractage à la sortie du métro ou du tram, à l'entrée des usines, mais aussi affichage de slogans combatifs ; tout cela permet d'aller à la rencontre du prolétariat et d'écouter ses préoccupations. C'est un travail d'enquête qui ne peut être fait que sur le long terme car rien n'est magique, sinon la révolution aurait déjà eu lieu, car tout le monde veut un changement de société. L'écrasante majorité de la popualtion en a assez des politiciens véreux, des conditions de travail qui se dégradent, du travail vidé de sens par la rentabilité, de la corruption et du militarisme de la bourgeoisie qui se préoccupe davantage de vendre des armes que d'ouvrir des hopitaux. Nous subissons le chômage à chaque délocalisation, à chaque spéculation financière les prix augmentent et les salaires baissent. Jusque dans les quartiers où toute la misère et l'injustice du capitalisme est concentrée, et où même des terrains de jeux pour les enfants sont l'objet de lutte.

Les CPES permettent aux habitants des quartiers de régler les problèmes, et les révolutionnaires synthétisent les besoins exprimés par les masses et trouvent une solution qui passe par l'organisation combative des habitants. À travers les CPES, c'est une forme d'organisation de la classe ouvrière qui se constitue, de manière autonome vis-à-vis de l'Etat et des institutions, qui porte les intérêts du peuple et qui agit, qui ne fait pas de vagues promesses de changement. Ce sont des organisations véritablement démocratiques car elles oeuvrent en rapport direct avec les besoins des masses, et ces besoins vont frontalement contre les intérêts des capitalistes : les luttes menées par les CPES révèlent clairement aux yeux de tous le caractère exploiteur et anti-peuple de l'Etat dirigé par les capitalistes.

À Lyon, le problème qui ressort concerne les logements, et ça n'a rien de mystérieux. En France, c'est plus de 15 millions de personnes qui sont mal logées, et dans les quartiers les promoteurs immobiliers ont fait construire à la va-vite des logements mal isolés, mal conçus, avec des installations élctriques faites à l'arrache par des sous-traitants mal payés, des canalisations qui ne sont pas entretenues. Les bailleurs sociaux qui gèrent ces immeubles s'enrichissent honteusement à leur tour en faisant payer des charges pour un entretien qui n'est pas réalisé. À la place, les façades sont repeintes pour cacher la misère sous le tapis et faire comme si il y avait une préoccupation pour les locataires. Ou alors ce sont des parterres de fleurs, dans le meilleur des cas, qui donne une image «positive» du cadre de vie. Cette gestion honteuse est un problème qui pèse lourdement sur la vie des masses qui ont intérêt à un profond changement. Et les CPES montrent et démontrent que ce changement ne peut venir que du combat, rien n'est obtenu sans lutte acharnée.

Plusieurs réunions publiques ont été organisées à Lyon après une intense activité de porte-à-porte et de tractage pour faire connaitre les revendications du CPES, des dizaines d'habitants ont ainsi eu l'occasion de se réunir et d'exprimer leur colère. Les révolutionnaires qui ont conscience de la nécessité de s'organiser pour lutter collectivement ont donné corps à cette colère, ils l'ont organisée pour permettre aux habitants d'obtenir répara-

tion. L'ennemi public numéro un, le bailleur Grand Lyon Habitat, s'est affolé devant la mobilisation et a fini par recevoir les habitants qui ont investit les locaux du bailleur le 2 novembre pour obtenir des réponses : pourquoi payer des charges qui augmentent si aucun entretien n'est réalisé ? Aucune réponse n'a été donnée, les cadres de GLH ont barratiné à propos de la guerre Ukraine, et les habitants ont vu leur colère monter d'un cran. Début décembre c'est devant le maire d'arrondissement du 8e que les habitants ont demandé des comptes, car s'ils l'ont élu c'est bien pour qu'il se préoccupe des problèmes des administrés. En pleine rencontre, le maire est simplement parti en disant qu'il ne pouvait rien faire, montrant l'hypocrisie des politiciens qui se font élire.

La lutte politique n'est pas le seul aspect des CPES

En 2022 des goûters populaires ont été organisés à Lyon, Saint-Etienne, Toulouse, en solidarité avec la lutte héroïque du peuple palestinien et en défense de Georges Ibrahim Abdallah, combattant de la cause palestinienne enfermé depuis 38 ans. Les habitants ont été mobilisés et invités à y participer, et lors de l'événement des discussions ont permis de connaitre les problèmes du quartier. Ce sont des moments politiques, mais aussi des moments de vie du quartier qui permettent aux familles de se croiser et d'échanger à propos des problèmes rencontrés dans le quartier. C'est aussi l'occasion de montrer que le peuple en France soutient le peuple en Palestine, à travers ça c'est l'internationalisme qui s'exprime : nous vivons dans des pays éloignés, mais c'est le même régime impérialiste qui opprime partout sur Terre. Grâce à ces goûters populaires les CPES se font connaitre et popularisent des idées révolutionnaires qui sont toujours très bien reçues.

Des tournois de foot ont aussi été organisés dans le cadre de la campagne de boycott des élections présidentielles à Lyon et Saint-Etienne par les CPES en avril 2022, rassemblant les jeunes et leurs parents, près de 200 personnes à chaque événement. C'est un aspect tout aussi important des CPES car ce genre d'événement permet de nourrir la vie culturelle dans les quartiers pour des occasions politiques, mais une politique à l'opposée de ce qui existe dans le cadre de l'Etat bourgeois. À Saint-Etienne le tournoi de foot a permis de faire revivre un stade laissé à l'abandon faute de financement, ce qui a ému les parents en leur rappelant des souvenirs lointains, et qui a permis aux jeunes tout simplement de s'amuser et de tisser des liens. Des choses qui peuvent sembler banales, mais que le capitalisme est en train de détruire, de ronger année après année. Un simple barbecue en plus de ça et le tournoi de foot devient une fête populaire avec un contenu politique.

De nombreuses autres initiatives ont été permises par les CPES. À Lyon des séances de sport populaire ont été organisées pour s'initier à la boxe. En août, un toboggan a été aménagé à Lyon par les habitants du quartier eux-mêmes, car il n'y avait pas d'installations de jeux pour les enfants. Les fonds ont été levés par le CPES et les habitants mobilisés pour les travaux d'installation. C'était une revendication de longue date des habitants qui a été laissée sans suite par la mairie. Le CPES a pris les devants, montrant que les masses peuvent régler elles-mêmes leurs problèmes et administrer leur quartier. En octobre 2022, c'est à Grenoble qu'un tournoi de foot a été organisé par le CPES en soutien à Georges Abdallah, prisonnier politique et défenseur de la cause palestinienne, qui malgré sa longue incarcération n'a jamais baissé le drapeau rouge. En 2021 et en 2022, pour Noël, une campagne de solidarité a permis de récolter des centaines de jouets pour les enfants des quartiers : ce genre d'événement annuel permet de montrer la solidarité dont les habitants des quartiers font preuve à chaque occasion, et permet à de nombreux enfants d'avoir des jouets pour Noël, alors que la crise s'accentue et que pour beaucoup il est difficile de pouvoir simplement faire plaisir à ses enfants dans une période de fêtes. Cela a permis une nouvelle impulsion des habitants pour la création d'un CPES à Toulouse, avec de grandes perspectives. A Saint-Etienne, les habitants organisés par le CPES ont pris en main un nouvel aspect en décorant eux-mêmes le quartier pour les fêtes, car les décorations installées par la mairie s'arrêtaient aux portes du quartier ; ce fut l'occasion de régler un problème concret tout en pointant du doigt les responsables qui nous prennent pour des imbéciles.

Ce ne sont pas des événements compliqués à organiser. Une réunion pour préparer le plan, penser aux détails et à tous les aspects, d'abord politiques mais aussi les tâches assignées à chaque camarade ; de la logistique pour gérer le matériel, et ça y est, tout peut être mis en mouvement. Ce qui importe c'est l'initiative, le fait d'aller dans les masses, de saisir toute opportunité pour le faire et ainsi avoir les deux pieds sur terre. Quand les révolutionnaires parlent de travail de masse ils ne parlent pas de théories hors-sol, ils partent de la réalité pour pouvoir la transformer, et les habitants sont impliqués peu à peu dans ce processus. Les CPES sont voués à devenir des organes prolétaires qui gèrent la vie dans les quartiers grâce à des Assemblées Populaires qui sont des organes démocratiques, embryons du Nouveau Pouvoir révolutionnaire.

Les leçons des CPES pour les révolutionnaires

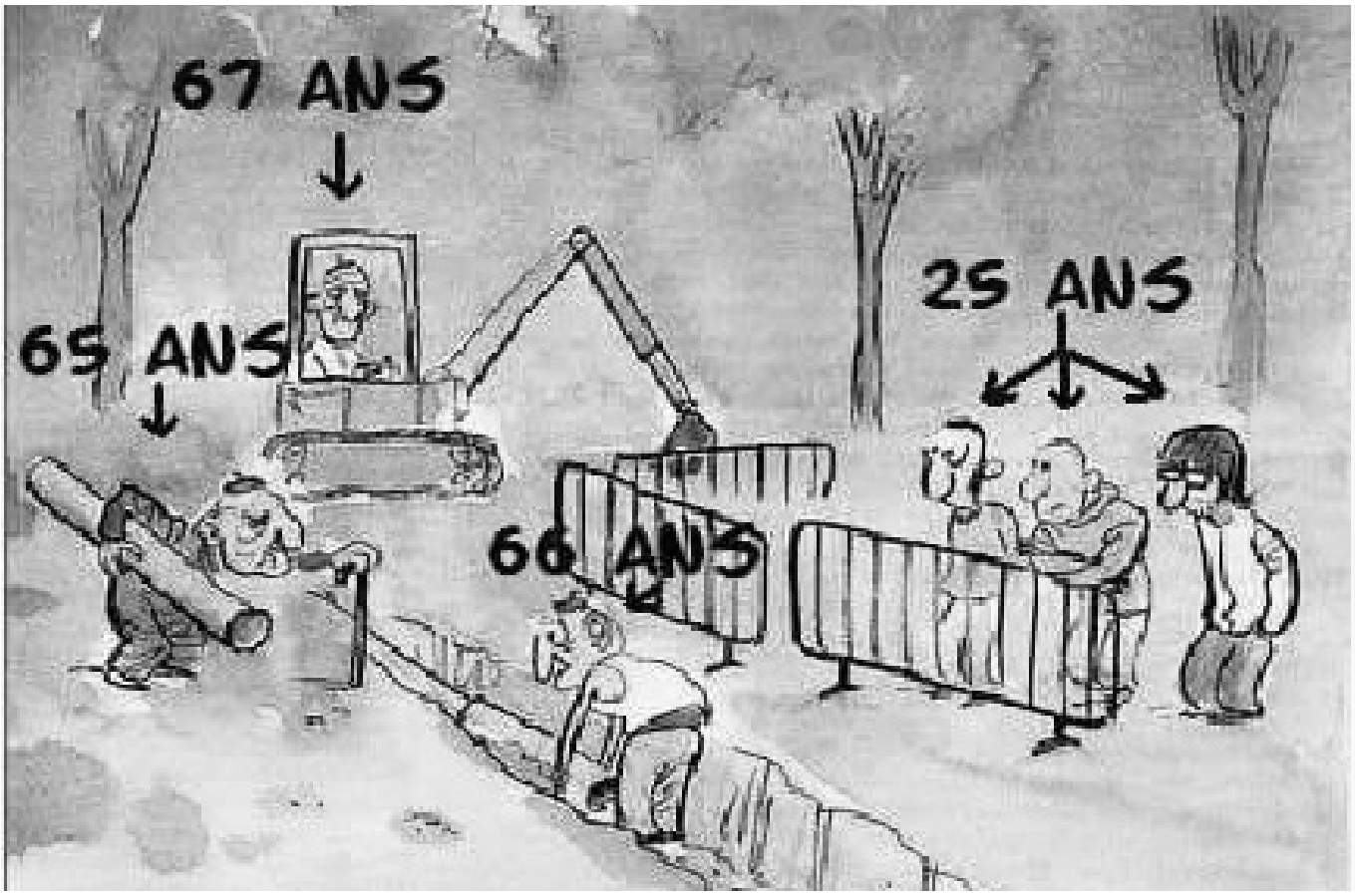
Premièrement, les masses, bien loin des clichés méprisants qui veulent en faire des moutons ou des inconscients endormis, sont très politisées et conscientes des problèmes, car elles les vivent dans leur chair au quotidien. Ce que les gens réclament partout dans le pays, c'est d'être organisés ! Pourvu qu'on donne aux masses les armes pour se battre, elles se battent et savent défendre leur dignité, elles n'ont besoin de personne pour le faire à leur place.

Deuxièmement, et c'est un point très important : dans les quartiers populaires ce sont les femmes, les mères de famille, qui sont les plus actives, les plus engagées pour la collectivité, les plus déterminées. On est dans une société qui est patriarcale et qui méprise les femmes en les rabaissant, en parlant d'elles comme des êtres de moindre importance ou de moindre capacité. Tout nous montre à quel point ces conceptions sont loin de la réalité. Les femmes s'occupent d'administrer leur famille, que ce soit pour l'éducation des enfants, les courses, le budget, elles sont les plus impliquées car ce sont elles qui subissent le plus lourdement la vie sous le capitalisme, sans compter qu'elles occupent les métiers les moins bien payés et les plus pénibles.

De plus, les révolutionnaires attachés à une réelle transformation de la réalité ont appris grâce aux CPES le sens du travail révolutionnaire. Nous ne sommes pas là pour donner des leçons et faire des discours théoriques, mais pour lutter auprès des masses. Les étudiants en premier ont compris que les universités sont stériles si elles sont coupées des quartiers et des usines.

Enfin, les quartiers connaissent de nombreux problèmes, et sont dépeints de manière dégradante dans les médias, mais la réalité, c'est qu'il existe une volonté et une dignité dans les quartiers qui n'existe pas sur les plateaux télés et chez les politiciens. ■

Réforme des retraites et de l'allocation chômage : la guerre économique de Macron contre le Peuple



Le 10 janvier, Elisabeth Borne, première ministre du deuxième quinquennat Macron, a annoncé la réforme des retraites, un mois après avoir annoncé la réforme de l'allocation chômage. Cela fait exactement deux crimes contre le peuple en l'espace d'un mois, nous avons donc fait le choix de suivre l'ordre chronologique des annonces afin de traiter ces deux «réformes» anti-prolétaires.

La première, la réforme de l'allocation chômage, comme mentionné plus haut, a pour but de réduire l'indemnisation chômage (NDLR : la compensation financière accordé chaque mois à un travailleur privé de travail) passé les 6 mois garantis par la loi dès que le chômage passera sous la barre des 9 %. On pourrait penser que cette limite serait atteinte par le rapatriement des usines délocalisées, des politiques de grand travaux menés par l'Etat afin de stimuler la création d'emplois : il n'en est rien, le chômage est réduit artificiellement et uniquement sur papier. Premièrement, en changeant les calculs du nombre de chômeurs afin de donner l'impression d'une baisse conséquente de travailleurs privés d'emploi, et, dans un second temps, en radiant à tout va, au point qu'en novembre 2022, Pôle Emploi a radié un nombre record de travailleurs privés d'emploi (avec des contrôles durcis et des sanctions disproportionnées) en radiant 58 000 personnes de ses listes, un nombre jamais atteint depuis l'apparition des statistiques du chômage (1996).

Après cette présentation succincte de la réforme de l'allocation chômage, attelons-nous à celle de la réforme des retraites annoncée par Elisabeth Borne. La durée de cotisation, si ce nouveau projet de loi entre en vigueur, passerait à 43 annuités, ce qui veut dire que pour partir à la retraite à taux plein à 64 ans, il faudrait commencer à cotiser sans s'arrêter à 21 ans, alors qu'actuellement le 1er emploi stable chez les jeunes est en moyenne à 27 ans et l'espérance de vie en bonne santé en France est en moyenne de 65 ans.

L'information principale à retenir est que le départ à la retraite se fera à partir de 64 ans pour ceux nés en 1968 et il sera demandé à ceux né les 7 années précédentes de reculer leur départ à la retraite. Pour faire plus simple, nous joignons ce calcul :

Génération née en 1961 : 62 ans et 3 mois, départ à la retraite possible en 2023 ; *génération née en 1968* : 64 ans, départ à la retraite possible en 2030.

Il faudra donc cumuler 172 trimestres pour bénéficier de la retraite à taux plein ou avoir 68 ans pour bénéficier d'une retraite à taux plein si ce quota n'est pas atteint.

Et malgré cela, les sénateurs, députés et ministres LREM se félicitent déjà, en bon vainqueurs de la lutte des classes et comme si elle était déjà validée, de cette nouvelle réforme des retraites qu'ils définissent comme un progrès alors que les critères de pénibilités que le 1er gouvernement Macron avait supprimé en 2017 font partie des grands absents de cette mesure : les postures pénibles, les manutentions manuelles de charges, les vibrations mécaniques et les agents chimiques dangereux

ne permettront pas un départ à la retraite anticipée alors que nous, nous savons tous l'effet néfaste que ces activités ont sur notre santé.

Au lieu de tout ça, cette ignominie qu'est la réforme des retraites nous obligera à voir un médecin à 61 ans, alors que nous travaillerons encore et comme si notre santé n'aurait pas déjà commencé à se détériorer alors que nous connaissons tous un collègue de travail mort à cet âge ou bien avant d'un accident de travail, d'un infarctus ou d'un cancer causé par ses conditions de travail. De plus, seul le travail de nuit est retenu comme pénible et il faudrait maintenant faire 100 nuits par an au lieu de 120, vingt maigres nuits en moins alors que l'effet néfaste sur la santé est plus que reconnu.

Nous nous devons de faire aussi ce rappel : à 62 ans, 25 % des plus pauvres sont déjà morts, contre 5 % des plus riches... La retraite à 64 ans, c'est achever le prolétariat pour faire des cadeaux à la bourgeoisie.

En résumé, soit nous partons à la retraite à 64 ans et nous n'avons ni la retraite à taux plein ni la santé car nos métiers difficiles nous ruinent la santé, soit nous travaillons dans le but d'obtenir le taux plein (aux alentours de nos 70 ans pour ceux qui ont commencés à avoir un emploi stable à 27 ans) et nous mourrons au travail, sans jamais connaître le repos.

Leur justification première pour ce choix serait que la caisse de retraite française devra faire face à un déficit de 12 milliards d'euros à partir de 2027, suite à des « *problèmes de financement* » des retraites. Ces « *problèmes de financement* » apparaissent alors que le même gouvernement a retiré 5 ans plus tôt l'Impôt sur la Fortune (ISF), et alors même qu'en 2022 l'Etat français a accordé à la bourgeoisie du CAC40 200 milliards d'euros d'aides ; de plus, la caisse de retraite dispose de 200 milliards d'euros de réserves.

Mais alors, nous pouvons nous demander pourquoi le réactionnaire Emmanuel Macron, qui a déclaré en mai 2017 : « *Je ne propose pas de décaler l'âge de départ à la retraite. Ce n'est pas juste et les sacrifiés sont ceux qui ont autour de 60 ans* » fait preuve d'un tel changement d'avis, seulement 5 ans après ? Certains pourraient y voir une promesse de campagne non tenue afin d'être élu puis réélu, mais ça ne saurait être le seul fond de l'affaire.

Les États, dont l'État français, se préparent de cette manière pour faire face à la crise qui s'annonce pour l'année 2023-2024 : nos économies capitalistes vont entrer en récession, c'est-à-dire que le progrès de nos économies va ralentir alors même que l'inflation dure et fait baisser chaque mois notre salaire réel, ce qui veut donc dire un manque à gagner pour les différentes bourgeoisies et États du monde. Ce phénomène est donc international.

De plus, dans le cas particulier de la France, les monopoles financiers sont en crise, la bourgeoisie impérialiste française et son outil qu'est l'État perdent lentement leur «pré carré» en Afrique. Il y a donc moins de denrées et de marchés économiques pour engranger du capital, et l'Etat doit faire face à une hausse de la contestation sociale, tandis que la bourgeoisie concède de moins en moins à payer et à donner des parties de sa recette : il faut donc réduire les budgets et les aides.



Ainsi, par la réduction des allocations chômage et le recul du départ à la retraite, Macron et sa clique croient faire d'une pierre plusieurs coups. L'objectif est de rallonger le temps de travail pour réduire les aides qui pèsent sur le budget d'État (de leur point de vue) en couplant cela à une réduction des cotisations sociales concernant le chômage (à travers les multiples radiations), et en tuant ainsi au travail les prolétaires, la classe majoritaire en France, qui est aussi la plus contestataire et qui est celle qui se retrouve privée d'emploi et avec une santé ruinée à la fin sa vie.

Pour récapituler, la réforme de la retraite a pour but de nous faire travailler plus vieux, l'assurance chômage nous pousse à accepter les emplois les plus précaires, et rajoutons donc la réforme discrète sur l'apprentissage et les lycées professionnels qui a pour but de nous faire travailler plus jeunes. Résultat : Macron et les politiciens de tous bords font cadeaux de nos vies, prolétaires, aux vrais chefs de ce pays, les bourgeois. Tout cela pour, de l'autre côté, augmenter les budgets alloués aux Armées, à la police, au soutien des monopoles financier.

On a donc raison de se révolter contre de telles mesures, car ce système marche sur la tête. Il n'est plus possible de laisser continuer ce cirque encore longtemps ! ■

Brèves de presse

Saint-Etienne : Justice pour Mehdi !

Dans la nuit du mercredi 28 au jeudi 29 décembre, un détenu a été assassiné dans le secteur de semi-liberté de la maison d'arrêt de la Talaudière, près de Saint-Etienne. La famille met en cause l'administration pénitentiaire qui aurait dû isoler l'assassin déjà connu pour des faits de violences, et qui a réagi trop tardivement, laissant durant de longues minutes un jeune homme se faire violemment agresser.

Alors que la Talaudière est reconnue unanimement comme l'une des prisons aux conditions de détention les plus dures et les plus indignes de France, la surpopulation carcérale et les défaillances de l'administration pénitentiaires ont coûté la vie à un jeune homme de 25 ans. Le système impérialiste qui enferme à tour de bras pour maintenir un ersatz d'ordre détruit des avenirs et des vies ! ■

Gilets Jaunes

Le samedi 7 janvier marquait le grand retour des Gilets Jaunes dans les centres-villes des métropoles françaises. Face à l'inflation, à la vie chère, à la réforme des retraites et de l'assurance-chômage, et plus de 4 ans après la naissance du mouvement. A Paris, plusieurs milliers de personnes se sont retrouvées, malgré une présence policière écrasante, pour porter leurs revendications anti-bourgeoisie. Au total selon la police et le monopole médiatique bourgeois, ce sont un peu moins de 10 000 personnes qui se sont rassemblées dans toute la France, mais au vu de la conjoncture économique et de la multiplication des crises de l'impérialisme, nul doute que la colère des masses va resurgir, sous une autre forme que celle des Gilets Jaunes mais d'autant plus forte, et demandeuse d'être organisée, politisée et dirigée. ■

Inde

En Inde, les vieux démons des tensions et violences religieuses ressortent à nouveau des placards. Alors que la crise de l'impérialisme secoue le monde entier, des pays opprimés aux pays impérialistes, l'Inde ne fait pas exception : aux crises économiques répondent les crises sociales. Ainsi, on compte dès le 2 janvier 2023 plusieurs actes violents commis contre des communautés religieuses, alors que la fin d'année 2022 a été particulièrement agitée en Inde. En effet, les tensions religieuses se couplent à des tensions sociales vives : sur les environs 1,3 milliard d'habitants que comptent l'Inde, 200 millions sont des Dalits, des Intouchables. 60 % des membres de cette caste, la plus basse, se seraient convertis à l'islam ou au christianisme pour sortir de cette situation : cela leur permet de demander des postes à responsabilité et de fuir la réalité de leur caste. Vieux de plusieurs milliers d'années, ce système n'en est pas moins impacté par la crise de l'impérialisme. Comme tous les systèmes de domination, cette répartition héréditaire et endogame des rôles est vouée à disparaître face à la juste colère des masses. ■

Attaques contre le peuple kurde

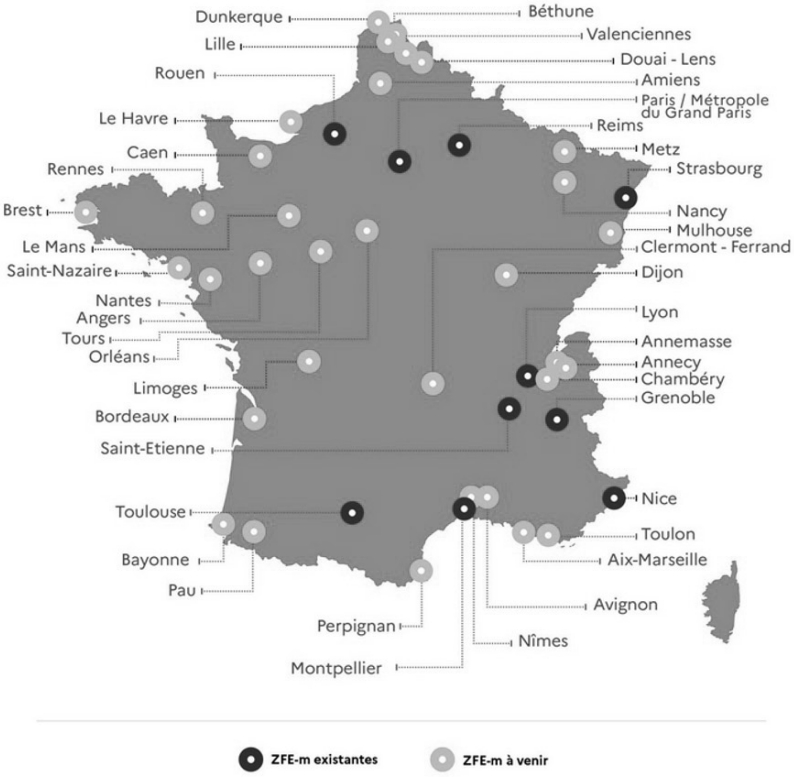
Après les attaques sanglantes du régime turc contre les positions des combattants kurdes en décembre, et suite à l'attentat visant le centre culturel kurde et surtout la réunion qui devait s'y tenir le 23 décembre, le samedi 7 décembre a été organisée à Paris une grande manifestation du peuple Kurde. Un hommage à Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Shaylemez, assassinées il y a 10 ans en plein Paris par un agent des services secrets Turcs a été rendu, ainsi qu'aux trois victimes de la dernière attaque en date. Alors que Paris semble être un lieu particulièrement apprécié par le régime criminel de Erdogan pour y régler ses comptes, manifestant la complaisance du régime bourgeois français, un cortège unitaire rassemblant des militants kurdes et des camarades français a manifesté ostensiblement son opposition à la bourgeoisie impérialiste. ■



Manifestation de révolutionnaires Kurdes, Turcs et Français à Paris en réaction aux attaques. Source : La Cause du Peuple

Crit'air : *vous n'êtes pas contre l'écologie, n'est-ce pas ?*

Depuis le 1er janvier 2023, 11 grandes villes ont mis en place une « Zone à Faible Emissions - Mobilité » ou ZFE-m. L'objectif du gouvernement est d'étendre la restriction à 43 grandes agglomérations supplémentaires d'ici 2025.



Très concrètement, cette mesure empêche les personnes qui ont un véhicule «trop vieux» et trop polluant de conduire en ville, et ce peu importe leur activité. Le Crit'Air 4 concerne les véhicules diesel commercialisés entre 2001 et 2005, tandis que Crit'Air 5 concerne ceux commercialisés entre 1997 et 2000. Quand on voit le coût élevé d'une voiture, avec l'entretien et l'essence, plus les papiers et l'assurance, et que cette mesure tombe en pleine inflation galopante, on peut se demander si le gouvernement a bien réfléchi avant de prendre sa décision.

Eh bien, oui, tout est réfléchi de leur côté justement ! C'est une loi très profitable pour l'industrie automobile en crise, qui pousse à la consommation par le rachat de nouveaux véhicules, et qui permet en façade de se montrer « super écolo » sans le moindre effort. Au même moment où le scandale de la pollution au chlordécone est classé sans suite aux Antilles (et ce malgré l'impact écologique réel, qui est en premier lieu social, car les Antilles ont un taux de cancer parmi les plus élevés au monde), il suffirait d'une vignette sur sa voiture pour que la France soit à l'avant-garde de la lutte pour l'environnement !

C'est vraiment une hypocrisie répugnante, car si on regarde de près le lien entre pollution et monopoles financiers (et il faut regarder de très près car ce n'est pas du tout médiatisé), on voit régulièrement des mesures sanitaires repoussées de plusieurs années car cela impacterait les profits. En revanche, pour l'automobiliste qui voudrait obtenir un délai de 4 ou 5 ans le temps de mettre de côté pour racheter une voiture, il ne faut pas compter là dessus. On ne le rappellera jamais assez : une société qui repose sur l'exploitation n'est pas une société égalitaire. La grande bourgeoisie et ses monopoles imposent à toute la société leurs intérêts égoïstes ; pour ça ils disposent de l'appareil d'Etat et donc de la loi, et si ça ne suffit pas la loi est parfaitement contournable grâce à de petites subtilités bureaucratiques.

Non seulement Crit'Air est une mesure anti-sociale, mais c'est aussi mettre la charrue avant les boeufs. Pour qu'une zone soit considérée comme à faible émissions polluantes, il aurait fallu mettre en place d'abord un meilleur réseau de transports publics, qui permettent de se passer de la voiture. Ou encore construire des voitures moins polluantes à des prix abordables, pour les rendre accessibles à tout le monde et non à une minorité, produire des véhicules viables et durables. Pourquoi payer cher une voiture puissante qui va à des vitesses interdites, quand on a juste besoin au quotidien de se déplacer pour aller bosser, ou pour aller faire ses courses, à 50 ou 110 km/h maximum ? Mais nous ne sommes pas gouvernés par le bon sens et l'intérêt public, et tout notre potentiel industriel avec les ouvriers et ingénieurs qui ont la capacité de produire et d'innover en réduisant la pollution est gâché par le capitalisme.

Toute l'industrie automobile marche sur la tête, et c'est cohérent car c'est toute la société capitaliste qui fonctionne comme ça. La finalité derrière c'est toujours et uniquement le profit pour une minorité, et c'est nous qui payons toutes les factures : nous devenons plus pauvres, et la bourgeoisie monopoliste devient immensément riche. L'impact sur la santé, c'est nous qui le subissons car quand on a un budget serré, on est prêts à renoncer au médecin, surtout si les tarifs doublent.

Nous sommes abasourdis devant autant d'attaques contre le peuple, aussi vite et à la suite, mais comme tout le monde, nous voyons les choses s'accumuler. La liste des griefs s'allonge et tôt ou tard il sera l'heure de faire les comptes. La bourgeoisie dans son empressement à faire du profit est en train de creuser sa propre tombe. Il y a une tendance profonde qui traverse la société entière, et cette tendance n'est pas à la passivité ni à l'indifférence, elle est à la révolte, le rôle des révolutionnaires c'est d'organiser cette révolte et d'en montrer toute la portée. ■

L'impérialisme s'en va-t-en guerre


Exercices militaires au large de Taïwan, 2022

La désagrégation du système impérialiste à bout de souffle ne peut se faire sans remous ni troubles, c'est une certitude. C'est donc une nouvelle période de chaos à l'échelle mondiale que nous allons connaître dans les années à venir, car nous avançons vers la faillite totale du capitalisme, qui va s'effondrer sous le poids de ses contradictions ; c'est ce que nous ont appris le Président Mao Zedong et le Président Gonzalo, deux grands leaders communistes.

En effet, l'avidité et la position des impérialistes sont tels qu'ils ne peuvent que pousser à la guerre dans des tentatives désespérées de repartager les marchés, chacun cherchant à s'imposer toujours plus, au détriment de ses concurrents.

La guerre en Ukraine n'est ainsi pas née du cerveau fou de Vladimir Poutine, le président russe ; de l'héroïsme de Zelensky, son homologue ukrainien ; ni même de l'esprit « *empreint de justice* » de Joe Biden, président des USA. Non, cette guerre est poussée, voulue, par les marchés financiers impérialistes qui se disputent chaque position avidement : les marchés financiers russes veulent concurrencer les yankees, ils poussent à attaquer le territoire yankee, agrandir le leur, et surtout se rapprocher économiquement, politiquement et militairement des puissances de second rangs en Europe. De la même façon, l'intervention américaine n'est pas due à la bonté d'âme de Joe Biden, ni à l'humanisme des monopoles, mais bien à la défense du marché ukrainien, et à l'affaiblissement du marché des monopoles russes. En effet, il a été reconnu par le pouvoir ukrainien que d'immenses parts du marché de reconstruction post-guerre en Ukraine avait déjà été vendus au fonds d'investissement Blackrock.

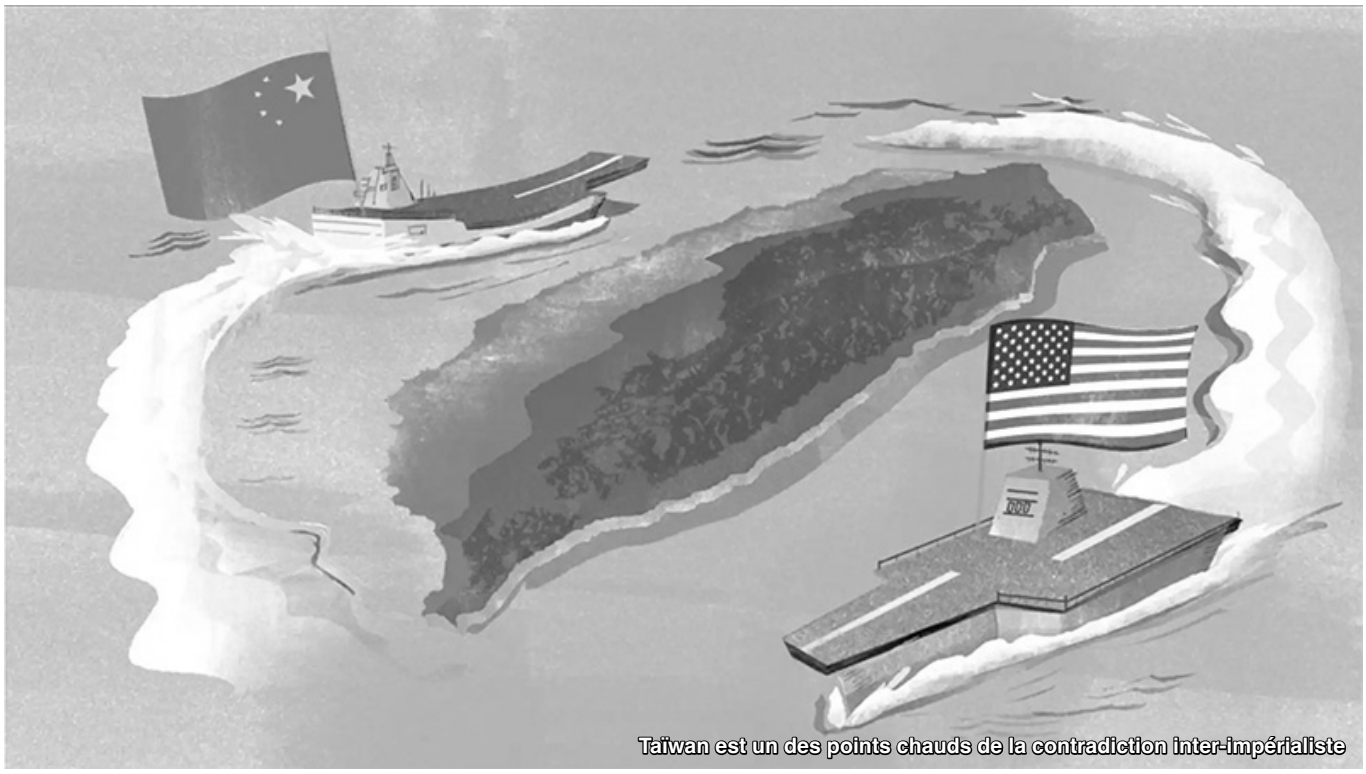
La superstructure politique que l'on voit au premier abord n'est donc que le reflet d'une contradiction inter-impérialiste. Ainsi, le conflit entre Russie et Ukraine dure depuis maintenant 2014 officieusement, et la confrontation ouverte a débuté il y a presque un an. Ce conflit polarise les tensions inter-impérialistes ouvertement, et est l'aspect visible de la lutte pour le repartage du monde entre les monopoles.

Face à la superpuissance USA se dresse le camp de la Chine impérialiste, qui voudrait être aussi grosse que le bœuf. En effet, la Chine est devenue social-impérialiste depuis le coup d'Etat révisionniste de Deng Xiaoping en 1978, dont les idées sont défendues par le président actuel Xi Jinping. Depuis, la Chine a abandonné la révolution et est devenu une dictature terrible des monopoles, de type fasciste, complètement à l'opposé du Marxisme. Aujourd'hui, la Chine est donc un pays impérialiste qui se rêve «*calife à la place du calife*» et dont les monopoles financiers ambitionnent de concurrencer les monopoles américains, ce qui semble totalement impossible pour l'instant vu la totale domination et hégémonie US sur le monde. Derrière la Chine se rangent la Russie et l'Iran principalement ; à contrecoeur pour les Russes, car les Chinois ne leur donnent pas satisfaction.

La guerre d'agression actuelle a fait ressortir les allégeances des différents protagonistes. Alors que l'Ukraine est fournie en armes ouvertement par l'OTAN, Pékin et Moscou ont renforcé leurs échanges économiques et militaires. La Russie se félicitait fin décembre du « *partenariat stratégique* » qu'elle entretient avec la Chine, vu comme un « *facteur de stabilisation au niveau mondial* ». De plus, des exercices militaires conjoints ont été menés en mer de Chine, et les échanges économiques ont dépassé les 200 milliards de dollars en 2022.

Le retour ouvert des luttes inter-impérialistes s'exprime notamment par le conflit russo-ukrainien qui cristallise l'attention, mais il ne peut que s'étendre : l'impérialisme meurt en apportant le feu et les guerres, c'est dans sa nature.

Ainsi, la situation à Taiwan illustre cette montée des tensions généralisée. Taiwan est un État officieux de l'Asie de l'Est. En effet, cet État est né de l'exode de membres du Kuomintang (Parti Nationaliste Chinois, alors en guerre civile face au Parti Communiste) sur l'île de Taiwan, après la victoire des révolutionnaires en 1949, et n'a jamais officiellement déclaré son indépendance, et n'a jamais non plus été reconnu par la République Populaire de Chine. Dans un premier temps siégeant au conseil de sécurité de l'ONU au nom de la République de Chine, cet État a perdu son



Taïwan est un des points chauds de la contradiction inter-impérialiste

poste en 1971, ainsi qu'une bonne partie de ses soutiens internationaux.

Ainsi, Taiwan n'entretient des relations diplomatiques officielles qu'avec une quinzaine de pays, plus officieusement : de nombreux pays, comme la France, disposent d'un bureau qui fait office d'ambassade informelle, la délivrance de papiers en moins.

Pour autant Taiwan n'est pas isolé au niveau mondial : le développement économique de ce pays au niveau de vie équivalent au Japon ou aux pays les plus développés de l'UE s'est fait autour des nouvelles technologies. Pour reprendre l'économiste bourgeois Adam Smith, Taiwan s'est développé jusqu'à construire un « *avantage absolu* » dans cette industrie, aucun autre pays dans le monde n'est aussi performant que Taiwan, ni même capable de produire les pièces micro-électroniques notamment manufacturées sur le territoire (microprocesseurs).

Pour avoir une vision à peu près exhaustive de la situation à Taiwan, il nous faut préciser que les États-Unis se placent comme des partenaires importants de Taiwan. En effet, ils y vendent des armes, les hauts-dignitaires y font des visites officielles, et peut-être plus crucial encore, ils revendiquent le droit de faire croiser leurs navires de guerre dans le détroit de Taiwan, à moins de 150 kilomètres des côtes chinoises. Tout ça rappelons-le, sur un territoire qui devrait appartenir à la Chine.

Dans ce contexte, les tensions ne peuvent que s'accentuer : entre viols de l'espace aérien et maritime taiwanais par l'armée chinoise, menaces sur les partenaires de Taiwan de refus d'entretenir des relations diplomatiques et économiques, et autres exercices militaires aux larges des côtes chinoises, la situation est brûlante. Certains exercices militaires ont été poussés jusqu'au large de la presqu'île sud-coréenne et des missiles ont même atteint la zone maritime économique exclusive japonaise l'été dernier : la Chine montre les muscles en Asie.

Taiwan a en effet deux intérêts pour les impérialistes : une valeur géographique, car par son positionnement à 200 kilomètres des côtes chinoises c'est une ligne de défense pour les uns, un avant-poste de surveillance pour les autres ; mais aussi et peut-être surtout, une valeur économique capitale. En effet, contrôler Taiwan, que ce soit par une présence invasive directe ou par un partenariat à avantage exclusif comme les États-Unis savent si bien les mettre en place, permet aux monopoles contrôlant ce territoire de bénéficier de ses technologies de pointe, voire de les récupérer.

Si les Etats-Unis luttent avec énergie contre l'influence de l'impérialisme chinois, c'est parce qu'ils veulent à tout prix éviter que ceux-ci atteignent aussi le stade de superpuissance, comme ce fut le cas avec l'URSS révisionniste à l'époque. Ils ont donc pour objectif de les écraser tant qu'il est encore temps. Dans ce plan, il faut forcément d'abord s'occuper de la Russie, superpuissance atomique, qui a donc le pouvoir de détruire les US ; c'est le premier jalon de la marche vers la guerre mondiale, et l'on voit bien comment cela est lié du début à la fin aux intérêts des capitalistes.

Aujourd'hui, avec l'approfondissement de la crise de l'impérialisme, les tensions resurgissent : les impérialistes ont de nouveau poussé jusqu'à leurs limites les profits qu'ils pouvaient faire, et ne peuvent plus s'enrichir autant, ni aussi vite qu'avant. Ils poussent donc à une nouvelle guerre de repartage du monde. Dans ce sens s'affrontent deux blocs, les monopoles yankees et leurs subordonnés occidentaux, et les monopoles chinois et leurs alliés. Face à ces deux blocs se dresse le troisième : les peuples du monde qui ne supportent plus le système d'exploitation et devront lutter jusqu'au bout pour vaincre l'impérialisme.

Le système impérialiste en crise, principalement l'impérialisme yankee, vit ses derniers jours, la préhistoire de l'humanité est bientôt finie, et ses défenseurs tentent de boire le calice jusqu'à la lie. La guerre et la destruction sont tout ce qui attend les impérialistes, leur guerre de repartage du monde les entraînera dans la fosse de l'histoire. ■

La jeunesse de France se lève contre le vieux révisionnisme

La rédaction de Nouvelle Epoque a reçu le 30 décembre des photographies d'actions réalisées dans plusieurs villes de France par des organisations de jeunesse, en hommage à la fondation du glorieux Parti Communiste qui se déroula fin décembre il y a maintenant 102 ans. Ces actions expriment le rejet du révisionnisme de la jeunesse révolutionnaire et la volonté de reconstituer l'instrument nécessaire à l'émancipation du prolétariat : le Parti Communiste. Nous les partageons ici avec grand enthousiasme.

Nous sommes aujourd'hui à l'époque de l'initiation d'une nouvelle vague de Révolutions Prolétariennes, ce qui s'exprime matériellement par une recomposition du mouvement ouvrier. Le vieux révisionnisme (P«C»F, J«C», etc.) pourrit toujours plus et provoque l'implosion de ses organisations satellites. Il n'est donc pas anodin que nous ayons reçu des actions faites par la Jeunesse Communiste, qui s'insurge contre le révisionnisme de sa propre organisation et qui porte le mot d'ordre de reconstituer le Parti.

La Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire n'est pas en reste et a organisé des actions en hommages aux héros du prolétariat, tombés pour libérer le pays et vaincre le fascisme. Cette organisation porte aussi la nécessité de « *reconstituer le Parti que des traîtres nous ont volé* ».

Déjouant tous les pronostics des réactionnaires, le Communisme est toujours «*le spectre qui hante le l'Europe*» et plus largement le monde entier. La jeunesse relève le Drapeau Rouge, drapeau de l'émancipation du genre humain, drapeau de l'espoir et de la vie face aux oripeaux de la réaction, du fascisme et de la guerre impérialiste. ■
















VIVE LES 102
ANS DU PARTI
COMMUNISTE!
A BAS LES
REVISIONNISTES
JEUNESSE
COMMUNISTE


VIVE LES 102
ANS DU PARTI
COMMUNISTE!
A BAS LES
REVISIONNISTES!
JEUNESSE
COMMUNISTE


PARTI COMMUNISTE
À BAS




VIVE LES 102 ANS DU
PARTI COMMUNISTE
À BAS LES
RÉVISIONNISTES!
JEUNESSES COMMUNISTES


LA JEUNESSE DE FRANCE JURE
DE RECONSTITUER LE PARTI QUE DES TRAÎTRES
NOUS ONT VOLÉS
LIGUE DE LA JEUNESSE REVOLUTIONNAIRES


A S
F T P
A LA MÉMOIRE
DES VICTIMES DE LA BARBARIE NAZIE
FUSILLÉES LE 12 AOUT 1944
BÉAL JEAN DE ST ETIENNE
FERRY JEAN D'ANNONAY
GARCIA JOSÉ DE ST ETIENNE
POULAIN EDMOND D'ANNONAY
VINEIS PAUL DE ST ETIENNE
DERVIEUX JEAN DE Gde CROIX
MORTS POUR LA FRANCE


HONNEUR AUX HEROS TOMBÉS
POUR LA
LIBERATION DU PAYS ET CONTRE LE
FASCISME!
ILS SONT IMMORTELS!
La jeunesse de France jure de
reconstituer le Parti que des
traitres nous ont volé!

La ligne syndicale classiste


2013 : les ouvriers grévistes syndiqués de Goodyear Amiens combattent les CRS venus briser la grève

Commençons par mettre en avant un principe : les révolutionnaires doivent être présents là où est le prolétariat. Les syndicats, peu importe lesquels, sont les dernières organisations de masse où le prolétariat est organisé. A partir de ce constat il n'y a pas de question à se poser : les révolutionnaires doivent être absolument présents dans les syndicats. Bien entendu, les syndicats sont une contradiction, car d'un côté ils défendent les ouvriers, mais de l'autres ils sont les "*partenaires sociaux*", le corps intermédiaire intégré à l'appareil d'Etat, et ça au moins depuis 1968. Nous sentons bien cette contradiction, car toute la propagande anti-syndicale se déchaîne dès qu'elle peut. Les dispositifs rhétoriques des "*preneurs d'otage*" quand la SNCF fait grève est l'exemple type de la haine viscérale qu'a la réaction face à la classe ouvrière organisée. Mais pour la bourgeoisie, il ne faut pas trop écraser les syndicats, car comme nous l'avons dit plus haut, ils ont comme un de leurs fonctions d'encadrer la lutte des classes. Ils accompagnent la restructuration capitaliste en la rendant acceptable pour les prolétaires. L'Etat leur rend bien et finance les bureaucraties syndicales, mais il est à noter - et c'est, encore une fois, une contradiction - que les mobilisations massives ont fait perdre un temps fou aux capitalistes français face au reste de l'Europe. Nous étions par exemple jusqu'à récemment le 19e pays d'Europe en termes d'années de travail sur une vie. Les capitalistes avaient jusqu'à ces dernières années intégré que le paradigme français, la "passion égalitariste" et celle de "la révolte" devaient être traités avec des pincettes. Mais tout cela a changé : il leur faut maintenant aller vite, très vite, la seconde crise générale du capitalisme l'impose.

La seule chose que les syndicats s'interdisent de faire, c'est de la Politique, et c'est exactement ce qu'il s'est passé lors de leur prise de position contre le mouvement des Gilets Jaunes. Le communiqué du 6 décembre 2018, signé collectivement par tous les gros syndicats, à l'appel de Macron pour maintenir l'ordre en refusant de se joindre au mouvement et en appelant au fameux « *dialogue* », est l'exemple du niveau de soumission des directions syndicales à l'ordre capitaliste. Une intervention des syndicats à ce moment précis, et l'histoire change assurément.

Chez les forces subjectives de la Révolution, il est de bon ton de cracher sa passion contre les syndicats, sans comprendre qu'ils sont le reflet du niveau de la lutte des classes dans le pays. Si ces bureaucraties existent, c'est parce que le niveau de la lutte des classes est bas et que surtout la classe n'est pas organisée politiquement, ce qui est le principal. Les syndicats ne sont pas intrinsèquement révolutionnaires, au contraire, ils sont au mieux dans un économisme radical, malgré la charte d'Amiens par exemple. Quand la social-démocratie a appuyé la Première guerre mondiale impérialiste, la CGT pourtant « *syndicaliste révolutionnaire* », s'est lamentablement vautrée dans l'Union sacrée. Lors de la Seconde guerre mondiale, la CGT-Unitaire dirigée par les Communistes a pris le chemin de la Résistance et força à la réunification avec l'autre CGT réformiste dont la direction ne voulait pas résister. La différence est donc une question de Direction politique. Le syndicat ne peut donc se suffire à lui-même, c'est une évidence prouvée par l'Histoire du mouvement ouvrier.

Tant que le prolétariat ne sera pas organisé subjectivement dans un Parti révolutionnaire, il ne pourra pas mettre le syndicat au service de la Politique, c'est-à-dire de la Révolution. Mais en même temps, dès aujourd'hui nous pouvons agir dans les syndicats. C'est le dernier endroit où il y a une conscience de classe, un reste de culture ouvrière : les syndiqués sont en général plus conscients que la moyenne. Quand nous disons « *agir* », nous pensons que les révolutionnaires doivent porter une ligne résolument combative, anti-opportuniste et de classe. Car c'est bien là que nous pouvons combattre l'opportunisme des directions syndicales et remontrer aux ouvriers ce qu'est une position combative et de classe. Mais, encore plus important, nous pouvons participer à la politisation de la classe, c'est-à-dire à propager la nécessité d'une Grande Révolution Socialiste pour définitivement changer de paradigme.

Pour finir, dans le long processus révolutionnaire qui ne peut avoir que la forme d'une guerre civile prolongée, la grève à une place particulière. La glorieuse grève patriotique des 100 000 mineurs dirigée et organisée par les Communistes en mai-juin 1941 est l'exemple de ce à quoi doit servir politiquement le syndicat. Nous critiquions récemment la position de Révolution Permanente au sujet de la stratégie révolutionnaire de la « *grève générale politique* », particulièrement pour cette raison : le syndicat n'a pas vocation à être le coeur du processus révolutionnaire. Le coeur de la Politique ne peut être que la guerre révolutionnaire, où le syndicat a un rôle très important de résistance, d'organisation et d'appui politique à celle-ci. Nous le répétons, sans un Parti du prolétariat le syndicat ne peut être révolutionnaire, c'est ainsi.

La classe a besoin du syndicat, le syndicat a besoin de révolutionnaires déterminés, alors n'hésitons pas et militons là où est notre place. ■

Gilets Jaunes : le bilan 4 ans après



24 novembre 2018, Acte II des GJ

Le mouvement des Gilets Jaunes a profondément marqué le pays et a eu un retentissement mondial. Cela fait déjà 4 ans, mais la reprise de manifestations en ce début d'année est l'occasion de revenir sur ce mouvement et d'en faire une synthèse.

Pour comprendre pourquoi il y a eu ce mouvement, et pourquoi il a eu une résonance dans de nombreux autres pays, il faut d'abord parler de la période actuelle. Sans comprendre le contexte général, on ne comprend pas les mouvements de masse et on finit par les interpréter comme surgis de nulle part. L'impérialisme est entré dans une phase de crise aigue dans le monde entier, les répercussions pour les masses ce sont la dégradation des conditions de vie, un appauvrissement plus grand. Les capitalistes peinent à accroitre leurs profits ,et donc ils font payer aux masses les politiques les plus sauvages pour tenter de se remettre à flots. L'Etat comme instrument de domination des monopoles se révèle comme un ennemi du peuple, qui lui retire sa confiance, et la supercherie pseudo-démocratique ne tient plus. C'est dans ce contexte que les Gilets Jaunes sont apparus, et c'est pourquoi dans plus de 30 pays les gens ont mis un gilet jaune pour aller manifester. La crise qui a vu naitre les Gilets Jaunes ne fait que s'approfondir, et immanquablement de nouveaux mouvements de révolte apparaitront.

Ce mouvement a commencé par un appel à manifester contre la hausse du prix du carburant qui est devenu viral sur internet. Très rapidement, de grandes manifestations s'organisent en toute autonomie le 17 novembre 2018 et bloquent les ronds-points et les routes, ouvrent les péages, occupent les parkings de centres commerciaux. Les patrons et la police, qui avaient affiché leur soutien au mouvement, se retirent immédiatement dès les premières actions : les patrons car ils réalisent que les masses vont contre leurs intérêts pécuniers, et la police car elle sert à réprimer toute contestation. Les syndicats disent comprendre les revendications mais ne veulent pas s'en préoccuper, et les partis politiques sont comme des charognards à essayer d'en récupérer un morceau, sans succès.

Macron lance le « Grand débat » pour tenter de faire rentrer le mouvement sous le giron de l'Etat, en discutant, sans rien faire d'autre. Mais les Gilets Jaunes s'organisent, et du mouvement émergent des organisateurs et des porte-paroles : d'une certaine manière le mouvement génère ses propres « dirigeants », et ils organisent en opposition au « Grand débat » le Vrai Débat pour faire la synthèse des revendications. Celles ci sont politiques : rétablissement de l'ISF (Impôt sur la Fortune), revalorisation du SMIC et des retraites, plus de droits démocratiques avec le RIC (Referendum d'Initiative Citoyenne), renforcement du service public avec l'éducation et la santé, mais aussi des revendications féminines avec l'égalité hommes-femmes et la lutte contre les violences sexuelles. Les Gilets Jaunes veulent contrôler les lobbies et lutter contre la corruption et les violences policières. Ce sont toutes des revendications progressistes, dans le sens premier du terme, car les Gilets Jaunes veulent un progrès dans les conditions de vie et dans la démocratie.

Le mouvement a alors commencé à s'organiser et se struc-

turer. Le point culminant de cet effort a été l'« *Assemblée des assemblées* » (ADA) qui s'est réunie 4 fois sur plusieurs jours. L'ADA a réuni des centaines de délégations de tout le pays, des votes ont été organisés et ont mobilisé plus d'un million de personnes au total. À la fois dans les revendications comme le RIC, que dans le mode de fonctionnement, le mouvement a montré un caractère profondément démocratique et une revendication de fond qui, même si elle n'est pas formulée comme telle directement, est une revendication pour le Pouvoir. Les porte-paroles qui ont émergé, les « dirigeants » même s'ils ne dirigeaient pas par mandat, n'ont existé que parce qu'ils incarnaient les aspirations de l'ensemble du mouvement, et on a vu pour chacun d'eux une campagne médiatique pour les dénigrer, les attaquer personnellement, leur faire perdre tout crédit. De fait, en conséquence, les masses ont aussi grandement vu leur confiance dans les médias baisser, ce qui n'a d'ailleurs fait qu'empirer avec le Covid.



Des Gilets Jaunes à Toulouse, 2018

Par la suite, aucune tentative de récupération par des partis ou par le gouvernement n'a abouti, les GJ sont fondamentalement anti-opportunistes et n'ont plus confiance, à raison, dans les politiciens. Les réactionnaires ont tenté de faire avancer leurs mots d'ordres en parlant d'immigration, mais les GJ ne sont pas chauvins, ils revendiquent la dignité humaine et des travailleurs. Le mouvement a été massivement soutenu par la population, malgré une campagne de propagande pour dénigrer le mouvement, dénoncer les violences, souligner les contradictions internes au mouvement.

Les tactiques utilisées ont été l'ouverture des péages pour les rendre gratuits, le blocage de ronds-points et de routes pour appeler à la mobilisation. En parallèle, les lycéens ont bloqué plus d'une centaine de lycées, et on se souvient particulièrement des 148 lycéens menottés et mis à genoux par la police pendant des heures à Mantes-la-Jolie. Bien sûr, de nombreuses grèves ont éclaté un peu partout, et les deux-tiers des radars ont été détruits ou mis hors service. Le plus fort du mouvement a été les manifestations des centres-ville, principalement à Paris, mais aussi Nantes, Toulouse et d'autres villes où le niveau de combativité des Gilets Jaunes était élevé. Face à la répression brutale et à l'intimidation policière, les masses ont répondu par la lutte. Il y a eu des milliers de blessés, et l'usage du LBD (Lanceur de Balles de Défense) et de la nasse (tactique policière consistant à prendre en tenaille une partie de la manifestation pour filtrer les sorties) a été dénoncé par de nombreuses instances associatives mais aussi inter-étatiques. Des 227 procédures de plaintes contre la police, aucune n'a donné de suite par l'IGPN (Inspection Générale de la Police Nationale) ; en revanche plus de 20 000 personnes ont été condamnées pour outrage, des milliers ont pris une peine judiciaire dont de la prison ferme, tandis que 9 000 policiers sont récompensés par une médaille. C'est l'illustration la plus parfaite de la manière dont la bourgeoisie instaure sa dictature. En dernier lieu, c'est par la violence, c'est donc par la violence qu'il faudra y mettre un terme, c'est sûrement la leçon la mieux apprise par les masses suite aux GJ.

Si les manifestations de Gilets Jaunes en ce début d'année n'ont pas attiré les foules, il y a une raison évidente. Les masses ne veulent pas foncer dans un mur, aller dans les centres-villes se faire gazer et mutiler, car malgré la démonstration d'héroïsme des masses ça ne donne aucun résultat. Le mouvement a atteint ses limites : il n'a pas le pouvoir d'obtenir ses revendications car le pouvoir appartient à la bourgeoisie, et celle-ci ne le partage pas. Ce qu'il manque aux masses c'est une stratégie, et une organisation capable de mettre en oeuvre cette stratégie pour la prise du pouvoir et pour l'application réelle de la démocratie et des aspirations profondes des masses. Dans l'histoire moderne, une telle organisation prend la forme d'un Parti Communiste, pas un de ceux qui pleurent pour participer au parlement, et qui se réfugient derrière un cordon policier en touchant leurs subventions de l'Etat, mais un de ceux qui combattent pour mettre fin à l'exploitation et aux souffrances infligées par les capitalistes aux masses. Un Parti Communiste qui, comme les Gilets Jaunes, se montre anti-opportuniste et combattif, et préfère l'action aux discours sans suite sur des plateaux télé. Un tel parti, opposé à tous les autres partis et à l'Etat, doit être reconstitué dans l'Etat français.

Ce que les Gilets Jaunes veulent, c'est s'organiser pour combattre avec des principes révolutionnaires, guidés par les intérêts du prolétariat, et obtenir petit à petit gain de cause pour chaque revendication jusqu'à démasquer totalement la barbarie de la bourgeoisie et rendre impossible son gouvernement, à faire émerger un Nouveau Pouvoir. ■

Une nouvelle attaque contre les droits de Pablo Hasél



NDLR : Pablo Hasél est un rappeur catalan révolutionnaire, arrêté par la police espagnole en février 2021 pour des propos tenus contre la monarchie réactionnaire en place. Son arrestation a lancé une vague de manifestations et d'émeutes en Catalogne. Voici quelques nouvelles à son sujet, que nous retranscrivons ici.

« La situation de Pablo dans la prison de Ponent empire de jour en jour. Il y a quelques semaines, nous avons rapporté que suite à une bactérie de l'estomac qu'il avait attrapée dans la prison de Ponent, il avait dû subir des tests médicaux qui l'obligeaient à être à moitié nu. Les Mossos d'Esquadra [police de Catalogne, NDLR] n'ont pas voulu quitter la pièce, violant ainsi son droit à la vie privée. Il leur a fait comprendre que les tests ne seraient pas effectués en leur présence. Au-delà du respect de sa légalité, les Mossos ont à nouveau refusé de quitter la consultation et l'ont ramené en prison sans les tests appropriés.

Début décembre, nous avons rencontré un membre du gouvernement de la Gauche Républicaine de Catalogne (ERC) à qui nous avons demandé des explications sur la façon dont Pablo a été présenté lors du procès des accusés, entouré de 6 agents des Mossos à tout moment et menotté lors de la première session du jugement. Nous avons également demandé des explications sur ce qui s'est passé avec les tests médicaux, exigeant qu'ils soient effectués immédiatement. Au moment de la publication de ce texte, nous attendons toujours.

Pour aggraver les choses, il y a une semaine, ils lui ont notifié qu'en raison de changements à effectuer dans la prison, ils allaient transférer des prisonniers dans son module et qu'il devrait partager une cellule avec un autre prisonnier, une chose qu'il refuse catégoriquement car leur propre loi pénitentiaire dit que chaque prisonnier a droit à une cellule individuelle.

Nous avons porté ces faits à l'attention de l'ERC et exigé d'eux, en tant que parties responsables qu'ils sont, que nous voulions un engagement écrit que le droit à une cellule individuelle serait respecté et que les tests médicaux seraient effectués immédiatement, car sa santé se détériore de jour en jour. Devant le manque d'intérêt et le silence de la ministre de la Justice, Gemma Ubasart, nous leur avons dit que, s'il n'y avait pas de compromis par écrit ce mardi, nous lancerions une campagne de plaintes.

Depuis la Plateforme Anti-répressive de Ponent, nous voulons faire savoir que nous ne permettrons pas que les droits de notre camarade soient violés, que nous dénoncerons inlassablement ces injustices dans les rues et là où c'est nécessaire avec une campagne dans laquelle nous augmenterons l'intensité de la dénonciation jusqu'à ce que nous ayons la garantie que des tests médicaux seront effectués, dans lesquels le droit à l'intimité et le droit à une cellule individuelle seront garantis.

CONTRE LEURS ATTAQUES, DÉSIGNONS LES RESPONSABLES !

LIBÉREZ PABLO HASEL ! AMNESTIE TOTALE !

Plateforme Anti-répressive de Ponent » ■

Hommage à José Maria Sison



José Maria SIson, fondateur du Parti Communiste des Philippines



Des membres de la Nouvelle Armée Populaire (NPA) dans une base de guérilla

Le président fondateur du Parti Communiste des Philippines (PCPh), José Maria Sison, est décédé le 16 décembre 2022 à Utrecht, aux Pays-Bas. A cette occasion, *Nouvelle Epoque* tient à saluer la mémoire du Camarade Sison, Amado Guerrero de son pseudonyme, et à honorer son action au service des peuples du monde, particulièrement du peuple philippin.

Le Camarade Sison a fondé le Parti Communiste des Philippines en 1968, qui a initié en 1969 la création de la Nouvelle Armée Populaire (NPA). Avec cela, la Guerre Populaire, la Révolution de Nouvelle Démocratie, a été lancée dans le feu de la lutte des classes aux Philippines.

Le Camarade a connu la répression la plus féroce, étant emprisonné dans l'isolement total, puis contraint à l'exil. Les réactionnaires ont tenté de le briser, mais son âme de révolutionnaire prolétarien a repoussé ces tentatives avec ferveur.

Plus tard, José Maria Sison s'est opposé au révisionnisme de la Ligne Opportuniste de Droite dans son Parti qui voulait liquider la Guerre Populaire aux Philippines, faisant triompher la gauche du mouvement.

Nous sommes sûrs, en tant que révolutionnaires français, que le Parti Communiste des Philippines et la Guerre Populaire qu'il dirige vaincra inéluctablement, car celle-ci est basée sur les larges masses du pays, où la misère est rampante et la volonté de révolte toujours présente. En avant vers le développement de la Révolution Prolétarienne Mondiale ! ■

Sur la situation au Pérou

Article tiré des brèves du Courant du Peuple - Soleil Rouge du Mexique.

Pérou. Auto-coup d'Etat présidentiel, coup d'Etat administratif, masses dans les rues, répression et encore plus de misère, tel est le scénario de ce pays où depuis plusieurs années la grande bourgeoisie ne peut plus gouverner comme avant et où le peuple ne veut plus vivre comme il l'a fait jusqu'à aujourd'hui.

Le capitalisme bureaucratique est en crise profonde, à la fois à cause de son incapacité à se développer et suite au début de la Guerre Populaire en 1980, lorsque le Parti Communiste du Pérou (PCP), sous la direction du président Gonzalo, a condamné la dictature conjointe des propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie.

Le pays connaît un nouvel épisode de l'effondrement de la superstructure de l'ancien État et des protestations, dans lesquelles agissent la réaction la plus récalcitrante mais aussi l'opportunisme et le révisionnisme comme les rats du « MOVADEF » (NDLR : un mouvement électoraliste qui attaque la Guerre Populaire au Pérou), brandissant des slogans tels que : « *non au communisme au Pérou* », « *Etat d'urgence* », « *Liberté pour Castillo* » (NDLR : l'ex-président opportuniste du Pérou), « *nouvelles élections, assemblée constituante ou nouvelle constitution* », respectivement, laissent un large terrain propice à la confrontation *entre peuple et peuple*, où le bilan actuel est de 19 personnes assassinées et au moins 569 blessées.

Comme nous pouvons le constater, le peuple continue à verser son sang sous l'illusion de fausses solutions qui ne font rien pour sa propre émancipation mais pour la restructuration du régime ; les réactionnaires et les révisionnistes travaillent dans le même but. La tâche des démocrates, des révolutionnaires et des communistes n'est pas facile, car ils doivent ramer à contre-courant au milieu d'un scénario turbulent et confus où, chaque jour, les voeux du peuple sont jetés à la poubelle. Comme le disent justement les camarades du Mouvement Populaire du Pérou (MPP) « *Tout ce qui se passe dans le pays constitue les conditions qui permettent de développer la révolution, de faire un saut dans le processus de réorganisation générale du PCP, de donner une nouvelle grande impulsion à l'incorporation des masses à la guerre populaire. C'est le point le plus important de l'évolution actuelle du pays. C'est le besoin qui crie comme un enfant au moment de sa naissance*». ■



Des membres d'un Comité Populaire Ouvert organisé par le Parti Communiste du Pérou (PCP). La Guerre Populaire qu'il dirige, résolument opposée à l'opportunisme, au révisionnisme, et à l'impérialisme, a été lancée en 1980.

Brésil : la contre-révolution en marche



A gauche, des réactionnaires d'extrême-droite à Brasilia. A droite, des paysans révolutionnaires lors d'une Assemblée Populaire. La contre-révolution place ses pions pour tenter d'endiguer le flot de la révolte des masses brésiliennes.

Le 8 janvier au Brésil, plus de 4 000 émeutiers d'extrême-droite ont tenté un coup d'Etat en envahissant les lieux de pouvoirs de la capitale, Brasilia.

Cet événement est d'une grande importance et il est primordial de le comprendre pour saisir la situation dans laquelle se trouve le peuple brésilien et le vieil Etat bureaucratique qui lui est opposé. Le principal est que la « *Bolsonarade* » a été dirigée de manière centralisée par le Haut Commandement des Forces Armées, dans le but de pousser en avant un coup d'Etat contre-révolutionnaire préventif, face aux révoltes des masses du large pays. Les militaires ont soutenu financièrement et armé des camps d'extrême-droite, en même temps que les institutions répressives commettaient des assassinats sanglants contre les paysans pauvres et sans terre en lutte à la campagne. Voici la position du journal révolutionnaire brésilien A Nova Democracia sur les événements récents :

« *Il est nécessaire que tous les vrais démocrates et révolutionnaires, dans l'unité d'action, luttent fermement contre ce mouvement de coup d'Etat anticommuniste. Par le biais de troubles de toutes sortes, il vise à entraîner l'opinion publique, discréditée par la pourriture des institutions de l'ancien État des propriétaires terriens et de la grande bourgeoisie, serviteurs de l'impérialisme, principalement yankee, pour en faire la base sociale de la réédition du régime militaire infâme. Il est nécessaire de faire comprendre aux masses populaires que ce sont les plus grands ennemis de la Patrie et des intérêts du peuple.*

Pour ce faire, il est nécessaire de briser définitivement les illusions avec la voie bureaucratique de l'ancien État et de cette vieille démocratie moribonde. Les vieilles institutions n'ont fait que dévier systématiquement les masses de la véritable voie démocratique qu'est la Révolution de Nouvelle Démocratie, qui doit être développée, parce qu'elle a toujours été ralentie par le coup d'État sanglant de ces mêmes forces armées anticommunistes.

Tout au long de l'histoire contemporaine du pays, lorsque les régimes dictatoriaux créés par les coups d'État militaires n'ont pas prévalu, ce sont les régimes de la vieille démocratie bourgeoise qui ont prévalu, ce qui n'a apporté qu'illusions et frustrations aux masses, faisant d'elles des proies faciles pour les manipulations des coups d'État. Notre tâche ne peut être que de mobiliser les masses en levant haut la bannière de la révolution de Nouvelle Démocratie en confrontation directe avec l'offensive contre-révolutionnaire du coup d'Etat, et sans illusions avec la vieille démocratie et ses gouvernements de transition ! » ■

SOUTENEZ-NOUS !

Nouvelle Époque est un journal qui a pour objectif de diffuser tout ce que le monopole des médias bourgeois condamne ou passe sous silence. Il doit servir à propager nos luttes, nos organisations de quartier, notre vision de l'actualité et du monde ; c'est un programme colossal.

Pour réaliser cet objectif, Nouvelle Époque doit être diffusé dans tout le pays, principalement dans les quartiers populaires, là où se trouvent les forces de la révolution. Nous nous dotons donc d'une édition imprimée nationale, qui est diffusée dans de nombreuses villes par des militants dévoués. Cette édition doit servir de support d'organisation : parlons de Nouvelle Époque à nos collègues, à nos amis, notre famille, aux voisins, pour diffuser la voix du peuple et contrer les médias dominants qui ont tous le même son de cloche !

ABONNEZ-VOUS

nouvelle-epoque@protonmail.com

REJOIGNEZ LE RESEAU DE DISTRIBUTION